



PREFECTURE DE L'ISÈRE

*DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT DE RHÔNE-ALPES*

*Unité Territoriale de l'Isère
Cellule risques chroniques
Subdivision T1*

Grenoble, le 25 Septembre 2015

Référence : 2015-Is133T1

Affaire suivie par : Pierre BARTHELEMY
pierre.barthelemy@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 04 76 69 34 15 – Fax : 04 38 49 91 95

**DEPARTEMENT DE L'ISÈRE
Société VAILOG HOLDING FRANCE à SAINT QUENTIN FALLAVIER**

Rapport de l'inspection des installations classées

**Objet : Présentation au CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT
ET DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES (CODERST)**

Réf. : Dossier de demande d'autorisation du 30 janvier 2015

Raison sociale : VAILOG HOLDING FRANCE

**Adresse de l'établissement : 19 rue de Bretagne
38 070 SAINT QUENTIN FALLAVIER**

Adresse du siège : 47 rue de Ponthieu – 75 008 PARIS

Activité principale : Entrepôt logistique

Code S3IC de l'établissement : 61.14187

Priorité DREAL : P3

**PJ : prescriptions
Copie à : REMPP -T1(CODERST)- T1 BBr - Chrono**

I. Présentation générale

1. L'entreprise

La société VAILOG HOLDING FRANCE dont l'adresse du siège est 47, rue de Ponthieu à Paris a sollicité une demande d'autorisation pour l'exploitation d'un entrepôt de stockage de marchandises industrielles et de biens de consommation. Le stockage sera réalisé dans un bâtiment à construire et sera situé au 19 rue de Bretagne dans le parc d'activité des Chesnes à Saint-Quentin Fallavier.

La société VAILOG HOLDING FRANCE est un promoteur et investisseur présent en France, en Italie et en Chine. VAILOG est leader sur le marché de l'immobilier logistique en Italie. Ainsi depuis 2003, la société a déjà réalisé plus de 1 000 000 m² d'entrepôt. Son dernier résultat d'exploitation disponible est de 7,5 millions d'euros.

2. Le projet

La société projette la construction d'un entrepôt de stockage de matières combustibles comprenant des produits de consommation courante (produits électroménagers, livres, meubles, jouets et alimentaires tels que des alcools, des aérosols et des allume-feux pour barbecue ou autres). Le lieu d'implantation est un terrain d'une superficie de l'ordre de 110 000 m² situé dans le parc d'activité des Chesnes à Saint Quentin Fallavier qui est l'une des plus importantes plateformes logistiques françaises.

Il est à noter que ce bâtiment sera construit en lieu et place de 2 entrepôts existants qui seront entièrement démolis. L'emprise au sol des bâtiments représentera 45 300 m². L'entrepôt comprendra 8 cellules de stockage pour un volume total entreposé maximal de 550 400 m³. L'effectif prévisionnel est de 200 personnes.

Dans ce contexte, la société a déposé un dossier de demande d'autorisation d'exploiter prenant en compte l'activité projetée.

3. Les activités classées

3.1 Tableau des activités

Rubriques concernées	Désignation de la rubrique	Volume de l'activité	Classement	Situation administrative des installations
1510	Entrepôt couvert de matières combustibles	Volume total : 550 400 m ³	A	d
1530	Dépôt de papier, carton ou matériaux combustibles analogues	Volume maximal : 250 000 m ³	A	d
1532	Dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues	Volume maximal : 250 200 m ³	A	d
2662	Stockage de matières plastiques	Volume maximal : 250 000 m ³	A	d
2663-1	Pneumatiques et produits et produits à 50% au moins de polymères – à l'état alvéolaire	Volume maximal : 250 000 m ³	A	d
2663-2	Stockage de matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques...	Volume maximal : 250 000 m ³	A	d
1450	Stockage de solides facilement inflammables	Quantité maximale : 50 t	A	d
1511-2	Entrepôt réfrigéré	Volume maximal stocké : 125 000 m ³	E	d
4331	Stockage de liquides inflammables de catégorie 2 ou 3 à l'exclusion de la rubrique 4330	Volume maximal : 200 t	E	d
4755-2	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constitutants présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables.	Volume maximal : 100 m ³	DC	d
4510	Stockage de produit dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 1	Quantité maximale : 45 t	DC	d
4511	Stockage de produit dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2	Quantité maximale : 100 t	DC	d

4802-2a	Emploi dans des équipements clos de gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement n°842/2006 ou n°1005/2009	Volume maximal : 300 kg	DC	d
1630	Stockage de produits à base de soude	Quantité maximale : 150 t	D	d
2925	Atelier de charge d'accumulateurs	Puissance totale maximale : 400 kW	D	d
4320	Stockage d'aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégories 1 ou 2 contenant des gaz inflammables de catégories 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.	Quantité maximale dans la cellule n°8 : 30 t	D	d
4330	Stockage de liquides inflammables de catégorie 1	Volume maximal : 5,5 t	DC	d
4801	Stockage de houille, coke lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumeuses	Quantité maximale : 30 t	NC	d
4321	Stockage d'aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégories 1 ou 2 ne contenant pas de gaz inflammables de catégories 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.	Quantité maximale dans la cellule n°8 : 30 t	NC	d
4718	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2	Quantité maximale dans la cellule n°8 : 5,5 t	NC	d
1436	Liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C	Quantité maximale : 90 t	NC	d

A : autorisation D : déclaration DC : déclaration contrôlée NC : non classée
 (d) : Installations non encore exploitées pour lesquelles l'autorisation est sollicitée

3.2 Directive IED

Compte tenu de leur nature, les activités projetées ne relèvent pas de la directive n°2010/75 du 24 novembre 2010, dite « directive IED » (qui succède à la directive IPPC).

3.3 Directive Seveso

Les volumes d'activités projetées montrent que le site ne relèvera pas du régime d'autorisation avec servitudes publiques (« Seveso seuil haut ») ni même des dispositions de l'arrêté du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'ICPE soumises à autorisation (« Seveso seuil bas »).

3.4 Garanties financières

Les activités projetées ne sont pas soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif à la constitution de garanties financières

3.5 Motivation du projet :

Le lieu d'implantation du projet a été choisi du fait de la situation géographique en termes de dessertes routières propres à faciliter l'accueil et l'acheminement des marchandises. La typologie des activités exercées sur le parc d'activité des Chesnes sont de nature à limiter les impacts et les dangers générés par le projet. Il permettrait de substituer 2 entrepôts anciens par un nouvel entrepôt.

Par ailleurs, l'implantation respecte les dispositions du PLU de Saint Quentin Fallavier.

4. Les impacts

a) L'eau

Le site se trouve dans le périmètre de protection éloigné du captage d'alimentation en eau potable de la RONTA.

Le site n'utilisera pas d'eau industrielle.

Les eaux vannes seront dirigées vers le réseau d'assainissement du parc d'activités.

Les eaux pluviales du site seront collectées et rejetées dans le réseau communal après traitement par passage dans un séparateur d'hydrocarbures en ce qui concerne les eaux de voiries.

Le projet respectera les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°96-4396 du 2 juillet 1996 relatif à la protection du captage AEP de la Ronta. Les objectifs du SDAGE ainsi que les dispositions du SAGE de la Bourbre sont également respectées.

b) L'air

La seule source d'émissions atmosphériques sera générée par les véhicules poids lourds notamment ceux qui desserviront l'entrepôt. Ces rejets ne seront pas significatifs.

c) Les déchets

Les principaux déchets seront liés aux opérations de maintenance des engins et équipements, ils seront stockés et traités dans des filières adaptées.

d) Le bruit

Le projet est situé dans le parc d'activités des Chesnes. Compte tenu du type d'activité, de l'implantation et de l'organisation des activités exercées, il n'y aura pas d'impact significatif.

e) L'impact sanitaire

L'exploitation du site ne générera aucun enjeux sanitaire.

f) Le trafic routier

L'accès au site se fera depuis l'autoroute A43 qui est à proximité immédiate (500m). Les poids-lourds ne transiteront pas par le centre-ville de Saint Quentin Fallavier ou des communes voisines. L'augmentation du nombre de véhicules ne sera pas significative. Par ailleurs, le site comportera 7 places de parkings pour les poids-lourds.

g) La faune et la flore

Le site est actuellement occupé par 2 entrepôts devant être démolis. Néanmoins, le principal enjeu potentiel relevé localement est lié à la fréquentation au niveau de la ZAC des Chesnes de l'œdicnème criard qui est un oiseau relevant d'une espèce patrimoniale protégée. Dans le cadre des investigations menées pour l'élaboration du plan local de sauvegarde du Grand Lyon et de la communauté d'agglomération Porte de l'Isère, il a été relevé sur la ZAC, la présence de 2 emplacements où niche l'œdicnème criard. On notera que cette espèce ne niche pas sur le site objet du présent projet.

h) Les risques

Le pétitionnaire a justifié la conformité de son projet aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation. Cet arrêté traite notamment des dispositions constructives et organisationnelles nécessaires à mettre en œuvre. Enfin, une attestation de conformité sera également fournie avant le début de l'exploitation. On notera que l'entrepôt sera muni d'un système d'extinction automatique d'un incendie.

Les principaux risques générés par le projet sont le risque incendie et la production de fumées associée ainsi que le risque de pollution accidentelle.

h-1) Risque incendie

L'exploitant a fourni les modélisations de 5 scénarios comprenant :

- l'incendie de chacune des cellules de stockage de marchandises combustibles,
- l'incendie généralisé à 3 cellules (conformément à la circulaire 8 juillet 2009 relative à la maîtrise de l'urbanisation autour des entrepôts),
- l'incendie du stockage d'aérosols,
- l'incendie du stockage des liquides inflammables,
- l'incendie des solides facilement inflammables.

Il en ressort que pour chaque scénario, les zones d'effets létaux resteraient incluses dans les limites du site. Par contre, une zone des effets irréversibles qui serait généré par l'incendie de la cellule n°1 qui est la plus à l'Ouest du bâtiment dépasserait de l'ordre de 7m les limites de propriété. La zone concernée est la rue de Bretagne.

Dans ce contexte les différents scénarios ont fait l'objet d'un classement dans la grille d'analyse de maîtrise des risques en termes de couple probabilité-gravité des conséquences sur les personnes physiques (grille MMR). Il en ressort que le risque résiduel est acceptable.

h-2) Fumées d'incendie

Une modélisation des effets toxiques que généreraient les fumées émises lors d'un incendie a été réalisée. Il en ressort qu'à hauteur d'homme les seuils d'effets létaux et irréversibles ne sont pas atteints. En ce qui concerne l'opacité des fumées, compte tenu de la distance d'éloignement de l'ordre de 500 m la circulation de l'autoroute A43 ne devrait pas être impactée puisque la visibilité serait supérieure à 150 m à 300 mètres du foyer d'incendie.

h-3) Risque de pollution accidentelle

Le site sera muni à l'extrême Nord-Est d'une capacité de rétention des eaux d'extinction d'un incendie d'un volume suffisant à savoir 2 605 m³.

II. La consultation et l'enquête publique

Ce projet a été soumis à l'avis de l'autorité environnementale. Cet avis a été émis le 6 mai 2015.

- **Avis des services**

ARS (13/04/2015)

Émet l'avis suivant :

- « *Captage d'alimentation en eau potable*

Le projet est situé à l'intérieur du périmètre de protection éloignée des captages du Loup et de la Ronta qui sont exploités par la communauté d'agglomération des Portes de l'Isère.

Cette ressource a fait l'objet d'un arrêté de déclaration d'utilité publique du 2 juillet 1996 qui prescrit les mesures de protection destinées à préserver la qualité des eaux.

Les prescriptions de l'arrêté de déclaration d'utilité publique seront strictement respectées, en particulier :

- *l'étanchéité des canalisations d'eaux usées et de tous produits polluants fera l'objet d'un test d'étanchéité initial,*
- *les parkings et les aires de circulation seront imperméables. Ils seront réalisés afin de permettre la rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie : imperméabilisation des sols, façonnage des pentes ou bordure périphérique.*
- *les eaux de ruissellement et les eaux d'extinction d'incendie seront collectées et dirigées vers un bassin de rétention équipé d'un dispositif de décantation et de séparation des hydrocarbures avant d'être dirigées vers le bassin d'infiltration,*
- *une vanne de sectionnement sera installée sur le réseau de collecte des eaux pluviales afin d'assurer leur rétention en cas de nécessité,*
- *les aires de stockage de produits polluants ou inflammables seront pourvues de dispositifs de rétention permettant de prévenir les conséquences d'une fuite ou d'un déversement accidentels.*

Cette proposition de prescriptions est prise en compte à l'article 4.1.2.2 du projet d'AP ci-joint.

- « *Évaluation des risques sanitaires*

Ce dossier ne présente pas d'évaluation des risques sanitaires mais juste un « volet santé » qualitatif. Cela peut se justifier étant donné le type d'activité.»

- « *Bruit*

Une étude acoustique a été réalisée en juillet 2014. Toutes les mesures seront prises pour éviter les nuisances sonores pour les riverains.»

Cette obligation est reprise à l'article 6.1.1 du projet d'AP ci-joint.

DRAC (15/06/2015)

Émet l'avis suivant :

«Le projet ne semble pas susceptible d'affecter des vestiges archéologiques et ne donnera donc lieu à aucune prescription d'archéologie préventive.»

INAO (15/06/2015)

L'INAO considère que « *le projet n'a pas d'incidence sur les indications géographiques protégées (IGP) concernée. »*

SDIS (29/06/2015)

Sur la base des éléments portés à la connaissance du SDIS et de l'analyse des risques effectuée, le SDIS émet un avis favorable sous réserves des prescriptions suivantes :

- « *Dimensionnement des besoins en eau*

La défense extérieure contre l'incendie doit permettre de fournir un débit horaire minimal de 270 m³/h. Ce débit sera disponible, sans interruption pendant au moins 2 heures en fonctionnement simultané des poteaux incendie nécessaires et hors des besoins propres à l'établissement (process, robinets d'incendie armés, extinction automatique, ...) avec un minimum de 60 m³/h par prise d'eau. Ces appareils d'incendie

de DN 100 ou DN 150 seront judicieusement répartis dont un implanté à 100 mètres au plus du risque. Ils seront éloignés de 150 mètres entre eux au maximum, les distances étant mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours.

En cas d'insuffisance du réseau public ou privé, l'utilisation complémentaire de points d'eau naturels ou artificiels pourra être admise, sous réserve de leur pérennité et d'aménager les accès et dispositifs d'aspiration conformément aux règles de l'art. Quelle que soit la configuration du dispositif hydraulique choisi, le tiers au moins des besoins en eau d'incendie devra être délivré par un réseau sous pression de façon à être immédiatement utilisable. La réalisation effective des moyens de défense extérieure contre l'incendie sollicités pour le risque particulier à défendre et leur pérennité (nature des prises d'eau, diamètre des canalisations, maillage, capacité du réservoir, ...) est à convenir avec le maire de la commune siège du projet. »

Cette proposition de prescriptions est prise en compte à l'article 7.2.3 du projet d'AP ci-joint.

- « Rétention des eaux d'extinction

Si la création d'une rétention des eaux d'extinction est nécessaire, son volume total pourra être de 2218 m³. Il est interdit d'utiliser comme rétention les voiries de desserte, ainsi que celles destinées à la circulation des engins et des personnels des équipes de secours. De plus, les quais de chargement ne peuvent qu'exceptionnellement servir de rétention. Dans ce cas, la hauteur maximale d'eau ne devra pas excéder 20 cm afin d'assurer la sécurité des intervenants. La mise en œuvre de la rétention est de la responsabilité de l'exploitant dès qu'il fait appel aux secours publics. »

L'inspection considère que la création et la disponibilité d'une rétention des eaux d'extinction d'un incendie sont nécessaires. En conséquence, cette proposition de prescriptions est prise en compte à l'article 7.4.1 du projet d'AP ci-joint.

- « Prescriptions/recommandations complémentaires

1- Aménager la voie « engins » conformément à l'arrêté du 16 juillet 2012 modifié relatif aux stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités au sein d'une installation soumise à autorisation et présents dans un entrepôt couvert soumis au régime de l'enregistrement ou de l'autorisation :

- elle sera dégagée de tout stationnement et comportera une matérialisation au sol faisant apparaître la mention « accès pompier ». Ce dispositif pourra être renforcé par une signalisation verticale de type « stationnement interdit » ;
- elle comprendra au moins 2 aires de croisement tous les 100 mètres. Ces aires auront une longueur minimale de 15 mètres et une largeur minimale de 3 mètres en plus de la « voie engin » ;
- à partir de chaque « voie engin » ou « échelle » sera prévu un accès aux issues des cellules de liquides inflammables par un chemin stabilisé de 1,8 mètres de large au minimum ;
- les quais de déchargement seront équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètres de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès à chaque cellule de liquides inflammables par une porte de largeur égale à 0,9 mètre, sauf s'il existe des accès de plain-pied. »

Cette proposition de prescriptions est prise en compte à l'article 7.2.2 du projet d'AP ci-joint.

2- Équiper la réserve d'eau des installations d'extinction automatique à eau d'une sortie munie de 2 raccords de DN 100 mm permettant l'alimentation des engins pompes en cas de non fonctionnement de ces mêmes installations. Ce piquage devra être positionné en dehors des flux thermiques de 3 kW/m² générés par l'incendie de la cellule 6. En cas d'impossibilité de réaliser ce dispositif, l'exploitant devra assurer soit :

- un doublement du débit d'eau nécessaire à l'extinction ;
- une redondance des installations visant à les fiabiliser et à les pérenniser ;
- une présence humaine associée à des moyens de première intervention adaptés durant les périodes d'indisponibilité de l'installation d'extinction automatique à eau visant à ce qu'il détecte précocement tout départ de feu et intervienne immédiatement en remplacement de ladite installation. »

Cette proposition de prescriptions est prise en compte à l'article 7.2.3 du projet d'AP ci-joint.

3- « L'exploitant se rapprochera du service départemental d'incendie et de secours de l'Isère (gprs.deci@sdsl38.fr) pour définir la numérotation des nouveaux poteaux d'incendie privés qu'il prévoit d'implanter sur son site. »

Cette proposition de prescriptions est prise en compte à l'article 7.2.3 du projet d'AP ci-joint.

4- D'une manière générale, privilégier l'emploi de dispositifs de prévention, de protection et de lutte contre l'incendie passifs, autonomes (à défaut, de mise en œuvre simple) et robustes.

Cette proposition de prescriptions est prise en compte à l'article 7.3 du projet d'AP ci-joint.

- **Avis des conseils municipaux**

La commune de SAINT QUENTIN FALLAVIER, siège du projet, a émis le 2 juillet 2015 « un avis favorable sous réserve de la prise en compte des prescriptions préfectorales relatives à ce type d'installations classées te la mise en œuvre des mesures compensatoires figurant à l'étude d'impact et des dangers. »

Les dispositions du projet d'arrêté préfectoral ci-joint seront applicables dès le début de l'exploitation et répondent aux réserves formulées.

La commune de SATOLAS ET BONCE a émis un avis favorable sans réserve le 26 juin 2015.

Les conseils municipaux de GRENAIS et de LA VERPILLIERE n'ont, à notre connaissance, pas émis d'avis sur le présent projet.

- **Avis du commissaire enquêteur (Monsieur Jean-Pierre AYMOZ)**

L'enquête publique s'est déroulée du 15 juin au 16 juillet 2015 inclus. Le commissaire enquêteur émet « un avis favorable assorti des recommandations suivantes :

- 1 - s'assurer avant travaux de l'absence de nidification de l'œdicerème criard dans l'emprise,
- 2 - vérifier fréquemment la qualité des eaux traitées par le débourbeur-déshuileur avant rejet dans le collecteur des eaux de la collectivité.

Enfin, je recommande aux utilisateurs des cellules d'entreposage de veiller en toutes circonstances à ce que la règle des cumuls soit inférieure à 1 afin de ne pas atteindre le seuil Seveso seuil bas. »

Par courrier du 15 septembre 2015, l'exploitant s'est engagé à vérifier avant le commencement des travaux de l'absence de nidification de l'œdicerème criard.

Le projet d'arrêté préfectoral ci-joint prévoit à l'article 4-3-3 les modalités de suivi et de maintenance des installations de traitement des eaux pluviales de ruissellement.

La recommandation relative aux quantités de produits stockés est mentionnée à l'article 7.1.2 (état des stocks). Le respect des quantités autorisées assurera le fait que le site n'atteint pas le seuil Seveso seuil bas.

- **Consultation de l'exploitant**

Par courriel du 24 septembre 2015, l'exploitant nous a informé ne pas avoir d'observation à formuler sur le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

III. Analyse de l'inspection des installations classées

Les mesures proposées par l'exploitant et les prescriptions complémentaires proposées par l'inspection permettent de limiter les risques associés aux activités projetées.

Compte tenu de l'ensemble des dispositions prises par l'exploitant et de la prise en compte des observations émises lors la procédure, l'inspection des installations classées émet un avis favorable à ce projet.

IV. Conclusions - propositions

Nous proposons de donner une suite favorable à cette demande sous réserve du respect des prescriptions ci-jointes.

Nous proposons à monsieur le préfet de l'Isère, conformément à l'article R.512-25 du livre V du code de l'environnement, de soumettre ces propositions à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

à Grenoble, le 25 Septembre 2015
L'inspecteur de l'environnement

Pierre BARTHELEMY

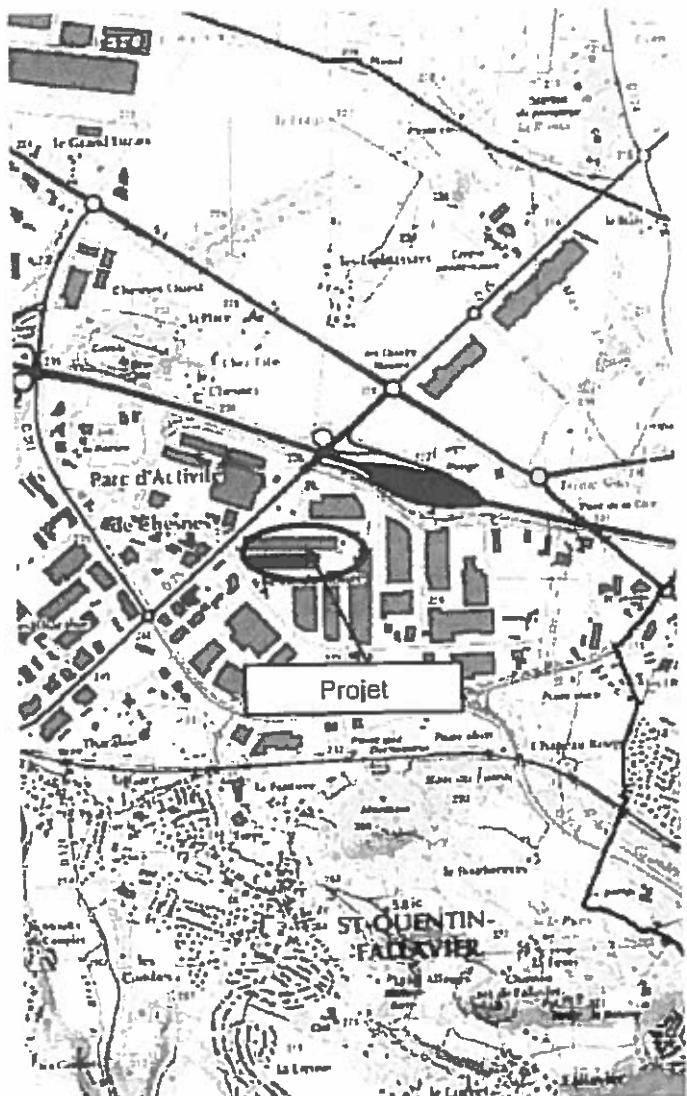
Vu, adopté et transmis,
à monsieur le préfet de l'Isère,
pour la directrice, par délégation
L'adjoint au chef de l'unité territoriale

Bruno GABET

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes
Unité Territoriale de l'Isère - 44 avenue Marcellin Berthelot - 38030 Grenoble cedex 2

ut38.dreal-rhone-alpes@developpement-durable.gouv.fr

Standard : 04 76 69 34 34 - fax : 04 38 49 91 95 - www.rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr



Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes
Unité Territoriale de l'Isère - 44 avenue Marcelin Berthelot - 38030 Grenoble cedex 2

ut38.dreal-rhone-alpes@developpement-durable.gouv.fr

Standard : 04 76 69 34 34 - fax : 04 38 49 91 95 - www.rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

APPLICABLES

à la société VAILOG HOLDING France

**Parc d'activité des Chesnes
19, rue de Bretagne
38 070 SAINT QUENTIN FALLAVIER**

SOMMAIRE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	3
CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION	
CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS	
CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION	
CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION	
CHAPITRE 1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ	
CHAPITRE 1.6 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS	
TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....	6
CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS	
CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES	
CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE	
CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU	
CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS	
CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION	
TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	8
CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS	
CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET	
TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	10
CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU	
CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES	
CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU	
TITRE 5 - DÉCHETS.....	13
TITRE 6 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....	15
CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES	
CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES	
CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS	
TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	16
CHAPITRE 7.1 GENERALITES	
CHAPITRE 7.2 LUTTE CONTRE L'INCENDIE	
CHAPITRE 7.3 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS	
CHAPITRE 7.4 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES	
CHAPITRE 7.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION	
TITRE 8 PRESCRIPTIONS PARTICULIERES.....	20

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société VAILOG HOLDING France est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter au 19 rue de Bretagne sur le territoire la commune de Saint Quentin Fallavier dans le parc d'activité des Chesnes, les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.1.2. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION OU SOUMISES A ENREGISTREMENT

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubriques concernées	Désignation de la rubrique	Volume de l'activité	Situation administrative des installations
1510	Entrepôt couvert de matières combustibles	Volume total : 550 400 m ³	A
1530	Dépôt de papier, carton ou matériaux combustibles analogues	Volume maximal : 250 000 m ³	A
1532	Dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues	Volume maximal : 250 200 m ³	A
2662	Stockage de matières plastiques	Volume maximal : 250 000 m ³	A
2663-1	Pneumatiques et produits et produits à 50% au moins de polymères – à l'état alvéolaire	Volume maximal : 250 000 m ³	A
2663-2	Stockage de matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques ...	Volume maximal : 250 000 m ³	A
1450	Stockage de solides facilement inflammables	Quantité maximale : 50 t	A
4755-2	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables.	Volume maximal : 100 m ³	DC
4510	Stockage de produit dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 1	Quantité maximale : 45 t	DC
4511	Stockage de produit dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2	Quantité maximale : 100 t	DC
4802-2a	Emploi dans des équipements clos de gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement n°842/2006 ou n°1005/2009	Volume maximal : 300 kg	DC
1511-2	Entrepôt réfrigéré	Volume maximal stocké : 125 000 m ³	E
1630	Stockage de produits à base de soude	Quantité maximale : 150 t	D

2925	Atelier de charge d'accumulateurs	Puissance totale maximale : 400 kW	D
4801	Stockage de houille, coke,lignite, charbon de bois,goudron, asphalte, brûlis et matières bitumeuses	Quantité maximale : 30 t	NC
4320	Stockage d'aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégories 1 ou 2 contenant des gaz inflammables de catégories 1 ou 2ou des liquides inflammables de catégorie 1.	Quantité maximale dans la cellule n°8 : 30 t	D
4321	Stockage d'aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégories 1 ou 2 ne contenant pas de gaz inflammables de catégories 1 ou 2ou des liquides inflammables de catégorie 1.	Quantité maximale dans la cellule n°8 : 30 t	NC
4718	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2	Quantité maximale dans la cellule n°8 : 5,5 t	NC
1436	Liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C	Quantité maximale : 90 t	NC
4330	Stockage de liquides inflammables de catégorie 1	Volume maximal : 5,5 t	DC
4331	Stockage de liquides inflammables de catégorie 2 ou3 à l'exclusion de la rubrique 4330	Volume maximal : 200 t	E

A (Autorisation) ou D (Déclaration) ou DC (déclaration contrôlée) ou NC (Non Classé)

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et des autres réglementations en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.4.1. DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

CHAPITRE 1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.5.1. PORTER À CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.5.2. MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.5.3. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.5.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

ARTICLE 1.5.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

ARTICLE 1.5.6. CESSATION D'ACTIVITÉ

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est un usage non sensible.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt 3 mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article.

CHAPITRE 1.6 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

ARTICLE 1.6.1. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 – GESTION DE L’ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvenients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

ARTICLE 2.2.1. RÉSERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbant, ...

CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.3.1. PROPRETÉ

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

ARTICLE 2.3.2. ESTHÉTIQUE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, ...).

CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

ARTICLE 2.4.1. DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 2.5.1. DÉCLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

ARTICLE 2.6.1. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données, qui doivent être conservées durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique. Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentielles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

ARTICLE 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Le site doit être muni au minimum d'un total de 7 places de stationnement poids-lourds à l'intérieur du site.

ARTICLE 3.1.5. ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques doivent pouvoir permettre la réalisation de campagnes de mesure en conformité avec les normes applicables à la dite mesure. Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS D'EAU

Tous les prélèvements d'eau par pompage dans la nappe phréatique sont interdits. L'eau utilisée sur le site provient exclusivement du réseau d'alimentation public d'eau potable.

ARTICLE 4.1.2. PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT

Article 4.1.2.1. Protection des eaux d'alimentation

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnection ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

Le recours au désherbage chimique est interdit.

Article 4.1.2.2. Captage d'alimentation en eau potable

Les prescriptions de l'arrêté de déclaration d'utilité publique du 2 juillet 1996 relatif au périmètre de protection éloignée des captages alimentation en eau potable du Loup et de la Ronta sont applicables. En particulier :

- l'étanchéité des canalisations d'eaux usées et de tous produits polluants fera l'objet d'un test d'étanchéité initial,
- les parkings et les aires de circulation seront imperméables. Ils seront réalisés afin de permettre la rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie : imperméabilisation des sols, façonnage des pentes ou bordure périphérique.
- les eaux de ruissellement et les eaux d'extinction d'incendie seront collectées et dirigées vers un bassin de rétention équipé d'un dispositif de décantation et de séparation des hydrocarbures avant d'être dirigées vers le bassin d'infiltration,
- une vanne de sectionnement sera installée sur le réseau de collecte des eaux pluviales afin d'assurer leur rétention en cas de nécessité,
- les aires de stockage de produits polluants ou inflammables seront pourvues de dispositifs de rétention permettant de prévenir les conséquences d'une fuite ou d'un déversement accidentels.

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

L'exploitant doit mettre en œuvre les moyens nécessaires pour garantir l'absence de communication entre le réseau d'eau potable public et le réseau d'eau industrielle ainsi que les conditions d'inspection de cette disconnection. Les prescriptions de la norme EN 1717 relative à la protection contre les retours d'eau devront être respectées.

ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnection, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...).

ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.2.4.1. Isolement avec les milieux

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement des eaux pluviales de voiries de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 4.3.1. COLLECTE DES EFFLUENTS

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface sont interdits.

ARTICLE 4.3.2. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

ARTICLE 4.3.3. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint deux tiers de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4.3.4. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Après traitement, les eaux pluviales sont rejetées dans le réseau d'assainissement de la zone.

ARTICLE 4.3.5. CONCEPTION DES OUVRAGES DE REJET

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci. Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

ARTICLE 4.3.6. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- température : 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l

ARTICLE 4.3.7. GESTION DES EAUX POLLUÉES ET DES EAUX RÉSIDUAIRES INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

ARTICLE 4.3.8. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX PLUVIALES

La concentration en hydrocarbures totaux du rejet des eaux pluviales de ruissellement doit être inférieure ou égale à 5 mg/l.

TITRE 5 - DÉCHETS

ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
 - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
 - b) le recyclage ;
 - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 - d) l'élimination .

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 43-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

ARTICLE 5.1.4. DÉCHETS GERÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

ARTICLE 5.1.5. DÉCHETS GERÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

Tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

TITRE 6 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 6.1.1. AMÉNAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidaire, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 6.1.2. VÉHICULES ET ENGINS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement.

ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

L'exploitant réalisera systématiquement tous les 3 ans une campagne de mesure des émissions sonores. L'inspection peut exiger la production d'une telle étude à tout moment.

CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS

ARTICLE 6.3.1. VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 GENERALITES

ARTICLE 7.1.1. LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

Les zones des effets létaux sont contenues à l'intérieur du site.

Les zones des effets irréversibles sont égales au maximum aux distances suivantes :

- 35 m pour la façade Nord,
- 55 m pour la façade Sud,
- 39 m pour la façade Est,
- 43 m pour la façade Ouest.

Ces distances sont exprimées à partir des limites des cellules du bâtiment et concernent les effets thermiques en cas d'incendie.

ARTICLE 7.1.2. ÉTAT DES STOCKS DE PRODUITS DANGEREUX

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 7.1.3. PROPRETÉ DE L'INSTALLATION

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

ARTICLE 7.1.4. CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

ARTICLE 7.1.5. ÉTUDE DE DANGERS

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

CHAPITRE 7.2 LUTTE CONTRE L'INCENDIE

ARTICLE 7.2.1. COMPORTEMENT AU FEU

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.2.2. INTERVENTION DES SERVICES DE SECOURS

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

La voie « engins » doit être aménagée conformément à l'arrêté du 16 juillet 2012 modifié relatif aux stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités au sein d'une installation soumise à autorisation et présents dans un entrepôt couvert soumis au régime de l'enregistrement ou de l'autorisation. En particulier :

- elle sera dégagée de tout stationnement et comportera une matérialisation au sol faisant apparaître la mention « accès pompier ». Ce dispositif pourra être renforcé par une signalisation verticale de type « stationnement interdit » ;
- elle comprendra au moins 2 aires de croisement tous les 100 mètres. Ces aires auront une longueur minimale de 15 mètres et une largeur minimale de 3 mètres en plus de la « voie engin » ;
- à partir de chaque « voie engin » ou « échelle » sera prévu un accès aux issues des cellules de liquides inflammables par un chemin stabilisé de 1,8 mètres de large au minimum ;
- les quais de déchargement seront équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètres de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès à chaque cellule de liquides inflammables par une porte de largeur égale à 0,9 mètre, sauf s'il existe des accès de plain-pied.

ARTICLE 7.2.3. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

Dimensionnement des besoins en eau

La défense extérieure contre l'incendie doit permettre de fournir un débit horaire minimal de 270 m³/h. Ce débit sera disponible, sans interruption pendant au moins 2 heures en fonctionnement simultané des poteaux incendie nécessaires et hors des besoins propres à l'établissement (process, robinets d'incendie armés, extinction automatique, ...) avec un minimum de 60 m³/h par prise d'eau.

Ces appareils d'incendie de DN 100 ou DN 150 seront judicieusement répartis dont un implanté à 100 mètres au plus du risque. Ils seront éloignés de 150 mètres entre eux au maximum, les distances étant mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours. En cas d'insuffisance du réseau public ou privé, l'utilisation complémentaire de points d'eau naturels ou artificiels pourra être admise, sous réserve de leur pérennité et d'aménager les accès et dispositifs d'aspiration conformément aux règles de l'art. Quelle que soit la configuration du dispositif hydraulique choisi, le tiers au moins des besoins en eau d'incendie devra être délivré par un réseau sous pression de façon à être immédiatement utilisable. La réalisation effective des moyens de défense extérieure contre l'incendie sollicités pour le risque particulier à défendre et leur pérennité (nature des prises d'eau, diamètre des canalisations, maillage, capacité du réservoir, ...) est à convenir avec le maire de la commune de Saint Quentin Fallavier.

L'exploitant se rapprochera du service départemental d'incendie et de secours de l'Isère (gprs.deci@sdis38.fr) pour définir la numérotation des nouveaux poteaux d'incendie privés qu'il prévoit d'implanter sur son site.

Des extincteurs doivent être répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Les cellules de stockage doivent être munies d'une installation d'extinction automatique d'un incendie correctement dimensionnée. Cette installation doit être adaptée aux substances stockées conformément aux normes applicables en la matière. L'exploitant tiendra à disposition de l'inspection les justificatifs adéquats.

La réserve d'eau des installations d'extinction automatique à eau doit être équipée d'une sortie munie de 2 raccords de DN 100 mm permettant l'alimentation des engins pompes en cas de non fonctionnement de ces mêmes installations. En cas d'impossibilité de réaliser ce dispositif, l'exploitant devra assurer soit :

- un doublement du débit d'eau nécessaire à l'extinction ;
- une redondance des installations visant à les fiabiliser et à les pérenniser ;
- une présence humaine associée à des moyens de première intervention adaptés durant les périodes d'indisponibilité de l'installation d'extinction automatique à eau visant à ce qu'il détecte précocement tout départ de feu et intervienne immédiatement en remplacement de ladite installation.

CHAPITRE 7.3 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

L'emploi de dispositifs de prévention, de protection et de lutte contre l'incendie passifs, autonomes (à défaut, de mise en œuvre simple) et robustes doit être privilégié.

ARTICLE 7.3.1. MATÉRIELS UTILISABLES EN ATMOSPHÈRES EXPLOSIBLES

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 7.1.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé.

ARTICLE 7.3.2. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

ARTICLE 7.3.3. SYSTÈMES DE DÉTECTION

Chaque partie de l'établissement recensée selon les dispositions de l'article 7.1.1 dispose d'un dispositif de détection adapté aux matières stockées. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 7.4 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 7.4.1. RETENTIONS ET CONFINEMENT

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

III. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Le volume total de rétention des eaux d'incendie doit être d'au moins 2605 m³. Il est interdit d'utiliser comme rétention les voiries de desserte, ainsi que celles destinées à la circulation des engins et des personnels des équipes de secours. De plus, les quais de chargement ne peuvent qu'exceptionnellement servir de rétention. Dans ce cas, la hauteur maximale d'eau ne devra pas excéder 20 cm afin d'assurer la sécurité des intervenants. La mise en œuvre de la rétention est de la responsabilité de l'exploitant dès qu'il fait appel aux secours publics. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

CHAPITRE 7.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

ARTICLE 7.5.1. SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

ARTICLE 7.5.2. TRAVAUX

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 7.1.1, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » (*pour une intervention sans flamme et sans source de chaleur*) et éventuellement d'un « permis de feu » (*pour une intervention avec source de chaleur ou flamme*) et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

ARTICLE 7.5.3. VÉRIFICATION PÉRIODIQUE ET MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

ARTICLE 7.5.4. CONSIGNES D'EXPLOITATION

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,

- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 7.4.1,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,...

TITRE 8 PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sont applicables à l'établissement.

L'exploitant transmettra une attestation de conformité aux dispositions de l'arrêté précité relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation.